France Télévision. La rédaction s’insurge contre le recrutement d’Eugénie Bastié dans le cadre d’une nouvelle émission politique diffusée à partir de septembre

06/05/2026 à 18h05



C’est une polémique qui risque encore de nuire à l’image de France Télévisions. Alors que le rapport du député ciottiste Charles Alloncle vient de proposer une cure d’austérité pour le groupe audiovisuel public et de l’accuser, entre les lignes, d’une forme de sectarisme de gauche, la fièvre est montée d’un cran à la rédaction nationale. En cause : le projet de nouvelle émission politique de France 2, qui doit débuter à la rentrée et se poursuivre jusqu’à l’élection présidentielle de 2027.

Avant même que cela ne soit annoncé, les rumeurs ont fait sortir de ses gonds la Société des journalistes (SDJ) de la rédaction nationale de France Télévisions, dont le bureau est composé de dix journalistes élus par la rédaction. Dans un communiqué publié mardi 5 mai et titré « *L’information n’est pas une opinion* », la SDJ s’insurge en particulier contre Eugénie Bastié. La journaliste et éditorialiste, très active

sur les réseaux sociaux, est accusée d'être « *une polémiste, identifiée pour ses idées très conservatrices et souverainistes* ».

« *L'expression d'une opinion politique appartient aux candidats qui porteront leurs idées. Elle ne peut donc pas incarner et animer le débat politique sur France 2* », ajoute le communiqué. Et la SDJ de juger « *regrettable de rémunérer une chroniqueuse qui attaque constamment l'audiovisuel public, multiplie les publications dénigrant Radio France et France Télévisions, tout en réclamant une réduction de leurs moyens* ».

Autant de mots et d'expressions qui semblent traduire moins une simple inquiétude déontologique qu'un réflexe d'exclusion. Comme si, pour une partie de la rédaction, Eugénie Bastié ne relevait plus du journalisme, mais d'une forme d'illégitimité professionnelle. Elle travaille principalement comme journaliste et éditorialiste au *Figaro* et sur Europe 1 et ses positions sont connues depuis des années. Elle a d'ailleurs déjà été chroniqueuse sur France Télévisions dans l'émission *On n'est pas couché*, animée par Laurent Ruquier.

Il en ressort une impression d'entre-soi dommageable pour l'image de France Télévisions. Au fond, la question posée par cette affaire est simple : le service public veut-il du pluralisme réel, donc parfois inconfortable, ou un pluralisme étroitement borné par les sensibilités jugées acceptables en interne ?

Le Point